

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- | | | | |
|-------------------------------------|---|-------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Coloured covers /
Couverture de couleur | <input type="checkbox"/> | Coloured pages / Pages de couleur |
| <input type="checkbox"/> | Covers damaged /
Couverture endommagée | <input type="checkbox"/> | Pages damaged / Pages endommagées |
| <input type="checkbox"/> | Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée | <input type="checkbox"/> | Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées |
| <input type="checkbox"/> | Cover title missing /
Le titre de couverture manque | <input checked="" type="checkbox"/> | Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur | <input type="checkbox"/> | Pages detached / Pages détachées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) | <input checked="" type="checkbox"/> | Showthrough / Transparence |
| <input type="checkbox"/> | Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur | <input checked="" type="checkbox"/> | Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Bound with other material /
Relié avec d'autres documents | <input type="checkbox"/> | Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire |
| <input type="checkbox"/> | Only edition available /
Seule édition disponible | <input type="checkbox"/> | Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées. |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure. | | |

Additional comments /
Commentaires supplémentaires:

Cover title page is bound in as last page in book but scanned as first page.

La page de titre de couverture est reliée comme étant la dernière page du livre mais numérisée en premier.

Text in French and English.

Texte en français et en anglais.

NEW BRUNSWICK.

RETURN to an Address to HIS MAJESTY,
dated 26 July 1832;—for,

COPY of AWARD of The KING of the *Netherlands*
relative to the disputed BOUNDARY between *New*
Brunswick and the United States of *America*.

(*Mr. Pigott.*)

Ordered, by The House of Commons, to be Printed,
3 August 1832.

NEW BRUNSWICK.

RETURN to an Address to HIS MAJESTY, dated 26 July 1832 ;—for,

COPY of AWARD of The KING of the *Netherlands* relative to the disputed BOUNDARY between *New Brunswick* and the United States of *America*.

DECISION of His Majesty the KING of the *Netherlands*, upon the disputed Points of BOUNDARY under the Fifth Article of the Treaty of *Ghent*, between *Great Britain* and the United States of *America*.

(With Translation.)

NOUS, GUILLAUME, par la Grace de Dieu Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand Duc de Luxembourg, &c. &c. &c.

AYANT accepté les fonctions d'Arbitrateur, qui Nous ont été conférées par la Note de l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, et par celle du Chargé d'Affaires des Etats Unis d'Amérique, à Notre Ministre des Affaires Etrangères, en date du 12 Janvier 1829, d'après l'Article V. du Traité de Gand du 24 Décembre 1814, et l'Article I. de la Convention conclue entre ces Puissances à Londres le 29 Septembre 1827, dans le différend qui s'est élevé entre Elles au sujet des Limites de leurs Possessions respectives :

Animé du désir sincère de répondre par une décision scrupuleuse et impartiale, à la confiance qu'elle Nous ont témoignée, et de leur donner ainsi un nouveau gage du haut prix que nous y attachons :

Ayant à cet effet dûment examiné et mûrement pesé le contenu du premier Exposé ainsi que de l'Exposé définitif du dit différend, que nous ont respectivement remis, le 1 Avril de l'année 1830, l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, et l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats Unis d'Amérique, avec toutes les pièces qui y ont été jointes à l'appui :

Voulant accomplir aujourd'hui les obligations que nous venons de contracter par l'acceptation des fonctions d'Arbitrateur dans le susdit différend, en portant à la connaissance des Deux Hautes Parties intéressées le résultat de Notre examen et Notre opinion sur les trois points dans lesquels se divise de leur commun accord la contestation :

Considérant que les trois points précités doivent être jugés d'après les Traités, Actes et Conventions conclus entre les Deux Puissances, savoir, le Traité de Paix de 1783, le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation de 1794, la Déclaration relative à la Rivière Saint Croix de 1798, le Traité de Paix signé à Gand en 1814, la Convention du 29 Septembre 1827, et la Carte de Mitchell, et la Carte (A.) citées dans cette Convention :

Déclarons que,—

Quant au premier point, savoir, la question, Quel est l'endroit désigné dans les Traités comme l'Angle Nord-Ouest de la Nouvelle Ecosse, et quels sont les Highlands séparant les Rivières qui se déchargent dans le Fleuve St. Laurent, de celles tombant dans l'Océan Atlantique, le long desquels doit être tirée la Ligne de Limites depuis cet Angle jusqu'à la source Nord-ouest de la Rivière Connecticut ?

Considérant,—

Que les Hautes Parties intéressées réclament respectivement cette Ligne de Limites au Midi et au Nord de la Rivière St. John, et ont indiqué chacune sur la Carte (A.) la Ligne qu'elles demandent :

Considérant,—

Que selon les exemples allégués le terme Highlands s'applique non seulement à un pays montueux ou élevé, mais encore à un terrain, qui, sans être montueux, sépare des eaux coulant dans une direction différente, et qu'ainsi le caractère plus ou moins montueux et élevé du pays à travers lequel sont tirées les deux Lignes respectivement réclamées au Nord et au Midi de la Rivière St. John, ne saurait faire la base d'une option entr'elles :

Que le texte du Second Article du Traité de Paix de 1783, reproduit en partie les expressions dont on s'est antérieurement servi dans la Proclamation de 1763, et dans l'Acte de Quebec de 1774, pour indiquer les Limites Méridionales du Gouvernement de Quebec, depuis le Lac Champlain, " in forty-five degrees of North Latitude, " along the Highlands which divide the Rivers that empty themselves into the " River St. Lawrence from those which fall into the sea, and also along the North " coast of the Bay des Chaleurs : "

Qu'en 1763, 1765, 1773 et 1782, il a été établi, que la Nouvelle Ecosse serait bornée au Nord, jusqu'à l'extrémité Occidentale de la Baie des Chaleurs, par la Limite Méridionale de la Province de Quebec ; que cette Délimitation se retrouve pour la Province de Quebec, dans la commission du Gouverneur Général de Quebec de 1786, où l'on a fait usage des termes de la Proclamation de 1763, et de l'Acte de Quebec de 1774 ; et dans les Commissions de 1786 et postérieures des Gouverneurs du Nouveau Brunswick pour cette dernière Province, ainsi que dans un grand nombre de Cartes antérieures et postérieures au Traité de 1783, et que l'Article Première du dit Traité cite nominativement les Etats, dont l'indépendance est reconnue :

Mais que cette mention n'implique point l'entière coincidence des Limites entre les Deux Puissances, réglées par l'Article suivant, avec l'ancienne délimitation des Provinces Anglaises, dont le maintien n'est pas mentionnée dans le Traité de 1783, et qui par ses variations continuelles, et par l'incertitude qui continua d'exister à son égard, provoqua de tems à autre des différends entre les Autorités Provinciales :

Qu'il résulte de la Ligne tirée par le Traité de 1783 à travers les grands Lacs à l'Ouest du Fleuve St. Laurent, une déviation des anciennes Chartes Provinciales en ce qui concerne les Limites :

Qu'on chercherait en vain à s'expliquer pourquoi, si l'on entendait maintenir l'ancienne Délimitation Provinciale, l'on a précisément fait usage dans la négociation de 1783 de la Carte de Mitchell, publiée en 1755, et par conséquent antérieure à la Proclamation de 1763, et à l'Acte de Quebec de 1774 :

Que la Grande Bretagne proposa d'abord la Rivière Piscataqua pour Limite à l'Est des Etats Unis, et ensuite n'accepta pas la proposition de faire fixer plus tard la Limite du Maine, ou de Massachussett's Bay :

Que le Traité de Gand stipula un nouvel Examen sur les lieux le quelle pouvait s'appliquer à une Limite historique ou administrative ; et que dès-lors l'ancienne Délimitation des Provinces Anglaises n'offre pas non plus une base de décision :

Que la Longitude de l'Angle Nord-ouest de la Nouvelle Ecosse, laquelle doit coïncider avec celle de la source de la Rivière St. Croix, fut seulement fixée par la Déclaration de 1798, qui indiqua cette Rivière :

Que le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation de 1794 mentionne le doute qui s'était élevé à l'égard de la Rivière St. Croix ; et que les premières Instructions du Congrès lors des Négociations, dont résulta le Traité de 1783, placent le dit Angle à la source de la Rivière St. John :

Que la Latitude de cet Angle se trouve sur les bords du St. Laurent, selon la Carte de Mitchell, reconnue pour avoir réglé le travail combiné et officiel des négociateurs du Traité de 1783 ; au lieu, qu'en vertu de la Délimitation du Gouvernement de Quebec, l'on devrait la chercher aux Highlands séparant les Rivières qui se déchargent dans la Rivière St. Laurent, de celles tombant dans la mer :

Que

Que la nature du terrain à l'Est de l'Angle précité n'ayant pas été indiqué dans le Traité de 1783, il ne s'en laisse pas tirer d'argument pour le fixer de préférence dans tel endroit, plutôt que dans un autre :

Qu'au surplus, si l'on croyait devoir le rapprocher de la source de la Rivière St. Croix, et le chercher, par exemple, à Mars Hill, il serait d'autant plus possible que la Limite du Nouveau Brunswick tirée de-là au Nord-est, donnât à cette Province plusieurs Angles Nord-ouest situés davantage au Nord, et à l'Est, selon leur plus grand éloignement de Mars Hill, que le nombre de degrés de l'Angle mentionné dans le Traité a été passé sous silence :

Que par conséquent l'Angle Nord-ouest de la Nouvelle Ecosse, dont il est ici question, ayant été inconnu en 1783, et le Traité de Gand l'ayant encore déclaré non constaté, la mention de cet Angle historique dans le Traité de 1783 doit être considérée comme une pétition de principe, qui ne présente aucune base de décision ; tandis que si on l'envisage comme un point topographique, eût égard à la définition, viz. " that Angle which is formed by a Line drawn due North from the source of the St. Croix River to the Highlands," il forme simplement l'extrémité de la Ligne " along the said Highlands, which divide those Rivers that empty themselves " into the River St. Lawrence, from those which fall into the Atlantic Ocean," extrémité que la mention de l'Angle Nord-ouest de la Nouvelle Ecosse ne contribue pas à constater, et qui, étant à trouver elle-même, ne saurait mener à la découverte de la Ligne qu'elle termine :

Enfin, que les argumens tirés des droits de Souveraineté exercés sur le fief de Madawaska, et sur le Madawaska Settlement, admis même que cet exercice fût suffisamment prouvé, ne peuvent point décider la question, par la raison, que ces deux établissemens n'embrassent qu'un terrain partiel de celui en litige ; que les Hautes Parties intéressées ont reconnu le pays situé entre les Lignes respectivement réclamées par elles, comme faisant un objet de contestation, et qu'ainsi la possession ne saurait être censée déroger au droit ; et que si l'on écarte l'ancienne Délimitation des Provinces alléguée en faveur de la Ligne réclamée au Nord de la Rivière St. John, et spécialement celle mentionnée dans la Proclamation de 1763 et dans l'Acte de Quebec de 1774, l'on ne saurait admettre à l'appui de la Ligne demandée au Midi de la Rivière St. John, des argumens tendant à prouver que telle partie du terrain litigieux appartient au Canada ou au Nouveau Brunswick :

Considérant,—

Que la question, depouillée des argumens non décisifs tirés du caractère plus ou moins montueux du terrain de l'ancienne Délimitation des Provinces de l'Angle Nord-ouest de la Nouvelle Ecosse, et de l'état de possession, se réduit en dernière analyse à celles-ci, Quelle est la Ligne tirée droit au Nord depuis la source de la Rivière St. Croix, et quel est le terrain, n'importe qu'il soit montueux et élevé ou non, qui, depuis cette Ligne jusqu'à la source Nord-ouest de la Rivière Connecticut, separe les Rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, de celles qui tombent dans l'Océan Atlantique ; que les Hautes Parties intéressées ne sont d'accord que, sur la circonstance que la Limite à trouver doit être déterminée par une telle Ligne, et par un tel terrain ; qu'elles le sont encore, depuis la Déclaration de 1798, sur la réponse à faire à la première question, à l'exception de la latitude, à laquelle la Ligne tirée droit au Nord de la source de la Rivière St. Croix doit se terminer ; que cette latitude coïncide avec l'extrémité du terrain, qui depuis cette Ligne jusqu'à la source Nord-ouest de la Rivière Connecticut separe les rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, de celles qui tombent dans l'Océan Atlantique, et que, dès-lors, il ne reste qu'à déterminer ce terrain :

Qu'en se livrant à cette opération, on trouve d'un côté,—

D'abord, que si par l'adoption de la Ligne réclamée au Nord de la Rivière St. John, la Grande Bretagne ne pourrait pas être estimée obtenir un terrain de moindre valeur, que si elle eût accepté en 1783 la Rivière St. John pour frontière, eût égard à la situation du Pays entre les Rivières St. John et St. Croix dans le voisinage de la mer, et à la possession des deux rives de la Rivière St. John dans la dernière partie de son cours, cette compensation serait cependant détruite par l'interruption de la communication entre le Bas Canada et le Nouveau Brunswick, spécialement entre Quebec et Fredericton, et qu'on chercherait vainement quels motifs auraient déterminé la Cour de Londres à consentir à une semblable interruption.

Que si, en second lieu, en opposition aux Rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, on aurait convenablement, d'après le langage usité en géographie, pu comprendre les Rivières tombant dans les Baies de Fundy et des Chaleurs, avec celles se jetant directement dans l'Océan Atlantique, dans la dénomination générique des Rivières tombant dans l'Océan Atlantique, il serait hasardeux de ranger dans l'espèce, parmi cette catégorie, les Rivières St. John et Ristigouche, que la Ligne réclamée au Nord de la Rivière St. John sépare immédiatement des Rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, non pas avec d'autres Rivières coulant dans l'Océan Atlantique, mais seules et d'appliquer ainsi, en interprétant la Délimitation fixée par un Traité, où chaque expression doit compter, à deux cas exclusivement spéciaux, et où il ne s'agit pas du genre, une expression générique qui leur assignerait un sens plus large, ou qui, étendue aux Scndiac Lakes, Penobscott et Kennebec, qui se jettent directement dans l'Océan Atlantique, établirait le principe, que le Traité de 1783 a entendu des Highlands séparant aussi bien médiatement qu'immédiatement les Rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, de celles qui tombent dans l'Océan Atlantique, principe également réalisé par les deux Lignes :

Troisièmement que la Ligne réclamée au Nord de la Rivière St. John ne sépare pas même immédiatement les Rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, des Rivières St. John et Ristigouche, mais seulement des Rivières qui se jettent dans les St. John et Ristigouche, à l'exception de la dernière partie de cette Ligne près des sources de la Rivière St. John ; et qu'ainsi, pour arriver à l'Océan Atlantique, les Rivières séparées par cette Ligne de celles se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, ont chacune besoin de deux intermédiaires, savoir, les unes de la Rivière St. John et de la Baie de Fundy, et les autres de la Rivière Ristigouche et de la Baie des Chaleur :

Et de l'autre, —

Qu'on ne peut expliquer suffisamment comment, si les Hautes Parties Contractantes ont entendu établir en 1783 la Limite au Midi de la Rivière St. John, cette Rivière, à laquelle le terrain litigieux doit en grande partie son caractère distinctif, a été neutralisée et mise hors de cause :

Que le verbe "divide" paraît exiger la contiguïté des objets qui doivent être "divided" :

Que la dite Limite forme seulement à son extrémité Occidentale la séparation immédiate entre la Rivière Mettjarmette et la source Nord-ouest de Penobscott, et ne sépare que médiatement les Rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, des eaux du Kennebec, du Penobscott et des Scndiac Lakes ; tandis que la Limite réclamée au Nord de la Rivière St. John sépare immédiatement les eaux des Rivières Ristigouche et St. John, et médiatement les Scndiac Lakes, et les eaux des Rivières Penobscott et Kennebec, des Rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, savoir, les Rivières Beaver, Metis, Rimousky, Trois Pistoles, Green, du Loup, Kamouraska, Ouelle, Bras, St. Nicholas, du Sud, la Famine et Chaudière :

Que même en mettant hors de cause les Rivières Ristigouche et St. John, par le motif qu'elles ne pourraient être censées tomber dans l'Océan Atlantique, la Ligne Septentrionale se trouverait encore aussi près des Scndiac Lakes, et des eaux du Penobscott et du Kennebec que la Ligne Méridionale des Rivières Beaver, Metis, Rimousky, et autres, se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, et formerait aussi bien que l'autre une séparation médiate entre celles-ci, et les Rivières tombant dans l'Océan Atlantique :

Que la rencontre antérieure de la Limite Méridionale, lorsque de la source de la Rivière St. Croix on tire une Ligne au Nord, pourrait seulement lui assurer un avantage accessoire sur l'autre, dans le cas où l'une et l'autre Limite réunissent au même degré les qualités exigées par les Traités :

Et que le sort assigné par celui de 1783 au Connecticut, et au St. Laurent même, écarte la supposition, que les Deux Puissances auraient voulu faire tomber la totalité de chaque Rivière, depuis son origine jusqu'à son embouchure, en partage à l'une ou à l'autre :

Considérant, —

Considérant,—

Que d'après ce qui précède les argumens allégués de part et d'autre, et les pièces exhibées à l'appui, ne peuvent être estimés assez prépondérans pour déterminer la préférence en faveur d'une des deux Lignes, respectivement réclamées par les Hautes Parties intéressées, comme Limites de leurs Possessions depuis la source de la Rivière St. Croix, jusqu'à la source Nord-ouest de la Rivière Connecticut; et que la nature du différend, et les stipulations vagues et non suffisamment déterminées du Traité de 1783, n'admettent pas d'adjuger l'une ou l'autre de ces Lignes à l'une des dites Parties, sans blesser les principes du droit et de l'équité envers l'autre:

Considérant,—

Que la question se réduit, comme il a été exprimé ci-dessus, à un choix à faire du terrain séparant les Rivières se déchargeant dans le Fleuve St. Laurent, de celles qui tombent dans l'Océan Atlantique, que les Hautes Parties intéressées se sont entendues à l'égard du cours des eaux, indiqué de commun accord sur la Carte (A.) et présentant le seul élément de décision; et que dès-lors les circonstances dont dépend cette décision, ne sauraient être éclaircies d'avantage, au moyen de nouvelles recherches topographiques, ni par la production de pièces nouvelles:

Nous sommes d'avis,—

Qu'il conviendra d'adopter pour Limite des deux Etats une Ligne tirée droit au Nord depuis la source de la Rivière St. Croix jusqu'au point où elle coupe le milieu du thalweg de la Rivière St. John; de-là le milieu du thalweg de cette Rivière, en la remontant jusqu'au point où la Rivière St. Francis se décharge dans la Rivière St. John; de-là le milieu du thalweg de la Rivière St. Francis, en la remontant jusqu'à la source de sa branche la plus Sud-ouest, laquelle source Nous indiquons sur la Carte (A.) par la lettre (X.) authentiquée par la signature de Notre Ministre des Affaires Étrangères; de-là une ligne tirée droit à l'Ouest jusqu'au point où elle se réunit à la Ligne réclamée par les Etats Unis d'Amérique, et tracée sur la carte (A.); de-là cette Ligne jusqu'au point où, d'après cette Carte, elle coïncide avec celle demandée par la Grande Bretagne; et de-là la ligne indiquée sur la dite Carte par les deux Puissances, jusqu'à la source la plus Nord-ouest de la Rivière Connecticut:

Quant au second point, savoir, la question, Quelle est la Source la plus Nord-ouest (North-westernmost Head) de la Rivière Connecticut?

Considérant,—

Que pour résoudre cette question, il s'agit d'opter entre la Rivière du Connecticut Lake, Perry's Stream, Indian Stream, et Hall's Stream:

Considérant,—

Que d'après l'usage adopté en géographie, la source et le lit d'une Rivière sont indiqués par le nom de la Rivière attaché à cette source et à ce lit, et par leur plus grande importance relative, comparée à celle d'autres eaux, communiquant avec cette Rivière:

Considérant,—

Qu'une Lettre Officielle de 1772 mentionne déjà le nom de Hull's Brook, et que dans une Lettre Officielle postérieure de la même année, du même Inspecteur, on trouve Hall's Brook représenté comme une petite Rivière tombant dans le Connecticut:

Que la Rivière dans laquelle se trouve Connecticut Lake paraît plus considérable que Hall's, Indian ou Perry's Stream; que le Connecticut Lake et les deux Lacs situés au Nord de celui-ci semblent lui assigner un plus grand volume d'eau, qu'aux trois autres Rivières; et qu'en l'admettant comme le lit du Connecticut, on prolonge d'avantage ce Fleuve, que si l'on donnait la préférence à une de ces trois autres Rivières:

Enfin que la Carte (A.) ayant été reconnue dans la Convention de 1827 comme indiquant le cours des eaux, l'autorité de cette Carte semble s'étendre également à leur dénomination, vu qu'en cas de contestation tel nom de Rivière, ou de Lac, sur lequel on n'eut pas été d'accord, eut pu avoir été omis, que la dite Carte mentionne Connecticut Lake, et que le nom de Connecticut Lake implique l'application du nom Connecticut à la Rivière qui traverse le dit Lac :

Nous sommes d'avis, —

Que le ruisseau situé le plus au Nord-ouest de ceux qui coulent dans le plus Septentrional des trois Lacs, dont le dernier porte le nom de Connecticut Lake, doit être considéré comme la source la plus Nord-ouest (North-westernmost Head) du Connecticut.

Et quant au troisième point, savoir, la question, Quelle est la Limite à tracer depuis la Rivière Connecticut le long du parallèle du 45° degré de Latitude Septentrionale, jusqu'au Fleuve St. Laurent, nommé dans les Traités Iroquois ou Cataraguy ?

Considérant, —

Que les Hautes Parties intéressées diffèrent d'opinion sur la question, de savoir, Si les Traités exigent un nouveau levé de toute la Ligne de Limite depuis la Rivière Connecticut, jusqu'au Fleuve St. Laurent, nommé dans les Traités Iroquois ou Cataraguy, ou bien seulement le complément des anciens levés provinciaux :

Considérant, —

Que le Cinquième Article du Traité de Gand de 1814 ne stipule point qu'on leverait telle partie des Limites qui n'aurait pas été levée jusqu'ici, mais déclare, que les Limites n'ont pas été levées, et établit qu'elles le seront :

Qu'en effet ce levé, dans les Rapports entre les Deux Puissances, doit être censé n'avoir pas en lieu depuis le Connecticut jusqu'à la Rivière St. Laurent, nommée dans les Traités Iroquois ou Cataraguy, vu que l'ancien levé s'est trouvé inexact, et avait été ordonné non par les Deux Puissances d'un commun accord, mais par les anciennes autorités provinciales :

Qu'il est d'usage de suivre, en fixant la Latitude, le principe de Latitude observée :

Et que le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique a établie certaines Fortifications à l'endroit dit Rouse's Point, dans la persuasion que le terrain faisait partie de leur territoire, persuasion suffisamment légitimée par la Ligne réputée jusqu'alors correspondre avec le 45° degré de Latitude Septentrionale :

Nous sommes d'avis, —

Qu'il conviendra de procéder à de nouvelles opérations pour mesurer la Latitude observée, afin de tracer la Limite depuis la Rivière Connecticut, le long du parallèle du 45° degré de Latitude Septentrionale, jusqu'au Fleuve St. Laurent, nommé dans les Traités Iroquois ou Cataraguy ; de manière cependant, qu'en tout cas, à l'endroit dit Rouse's Point, le territoire des Etats Unis d'Amérique s'étendra jusqu'au Fort qui s'y trouve établi, et comprendra ce Fort et son rayon kilométrique.

Ainsi fait et donné sous Notre Sceau Royal, à la Haye, ce Dix Janvier, de l'an de Grace Mil Huit Cent Trente-un, et de Notre Règne de Dix-huitième.

(signé) *Guillaume.*

Le Ministre des Affaires Etrangères,

(signé) *Verstolk le Soclen.*

DECISION of His Majesty the KING of the *Netherlands*, upon the disputed Points of BOUNDARY, under the Fifth Article of the Treaty of *Ghent*, between *Great Britain* and the United States of *America*.

(Translation.)

WE, WILLIAM, by the Grace of God King of the Netherlands, Prince of Orange-Nassau, Grand Duke of Luxembourg, &c. &c. &c.

Having accepted the functions of Arbitrator, which were conferred upon Us by the Notes addressed to Our Minister for Foreign Affairs by the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Great Britain, and by the Chargé d'Affaires of the United States of America, on the 12th of January 1829, according to the Fifth Article of the Treaty of Ghent, of the 24th December 1814, and the First Article of the Convention concluded between those Powers at London on the 29th of September 1827, in the difference which has arisen between them on the subject of the Boundaries of their respective Possessions :

Animated by a sincere desire to make, by a scrupulous and impartial decision, a suitable return for the confidence which they have shown Us, and thus to afford them a new pledge of the high value which We set upon it :

Having for this purpose duly examined and maturely weighed the contents of the first Statement as well as of the definitive Statement of the said difference, which the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Britannic Majesty and the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America respectively delivered to Us on the 1st of April of the year 1830, together with all the Documents thereunto annexed in support of the same :

Desiring now to fulfil the obligations which We have contracted, by the acceptance of the functions of Arbitrator in the above-mentioned difference, by communicating to the Two High Parties concerned the result of Our examination, and Our opinion upon the three points into which, by their common agreement, the question in dispute is divided :

Considering that the three points above referred to are to be determined according to the Treaties, Acts and Conventions concluded between the Two Powers, that is to say, the Treaty of Peace of 1783, the Treaty of Amity, Commerce and Navigation of 1794, the Declaration relative to the River St. Croix of 1798, the Treaty of Peace signed at Ghent in 1814, the Convention of the 29th of September 1827, and Mitchell's Map, and the Map (A.) referred to in that Convention :

We Declare,

That with regard to the first point, that is to say, Which is the spot designated in the Treaties as the North-west Angle of Nova Scotia, and which are the Highlands dividing the Rivers that empty themselves into the River St. Lawrence from those falling into the Atlantic Ocean, along which Highlands is to be drawn the Line of Boundary from that Angle to the North-west Head of the Connecticut River :

Considering,—

That the High Parties concerned respectively claim this Line of Boundary, the one to the South and the other to the North of the River St. John, and have each marked upon the Map (A.) the Line which they demand :

Considering,—

That according to the instances which are adduced, the term Highlands is applied not only to a hilly or elevated country, but likewise to a tract of land which, without

out being hilly, divides waters flowing in different directions, and that thus the more or less hilly and elevated character of the country, across which are drawn the two Lines respectively claimed to the North and to the South of the River St. John, could not form the ground of a choice between them :

That the text of the Second Article of the Treaty of Peace of 1783 repeats in part the expressions which were previously employed in the Proclamation of 1763, and in the Quebec Act of 1774, to denote the Southern Limits of the Government of Quebec, commencing from Lake Champlain, "in forty-five degrees of North Latitude along the Highlands, which divide the Rivers that empty themselves into the River St. Lawrence from those which fall into the sea, and also along the North coast of the Bay des Chaleurs :"

That in 1763, 1765, 1773, and 1782, it was laid down, that Nova Scotia should be bounded to the North, as far as the Western extremity of the Bay of Chaleurs, by the Southern Boundary of the Province of Quebec ; that this definition of Boundary is found again for the Province of Quebec in the Commission of the Governor General of Quebec of 1786, in which the terms of the Proclamation of 1763, and of the Quebec Act of 1774, are employed ; and for the Province of New Brunswick, in the Commissions of the Governors of that Province of 1786, and of a later period, as also in a great number of Maps antecedent and subsequent to the Treaty of 1783, and that the First Article of the said Treaty recites by name the States, of which the independence is recognized :

But that this mention thereof does not imply that the Boundaries between the Two Powers, which were settled by the succeeding Article, entirely coincide with the ancient definition of Boundary of the English Provinces, the maintenance of which is not mentioned in the Treaty of 1783, and which, by its continual variations, and by the uncertainty which continued to exist with respect to it, gave rise from time to time to differences between the Provincial Authorities :

That the Line drawn by the Treaty of 1783 across the Great Lakes to the west of the River St. Lawrence, produces a deviation from the ancient Provincial Charters in regard to Boundaries :

That it would be vain to attempt to explain why, if it were intended to maintain the ancient Provincial Boundary, Mitchell's Map, which was published in 1755, and which was therefore antecedent to the Proclamation of 1763, and to the Quebec Act of 1774, should exactly have been chosen for use in the negotiation of 1783 :

That Great Britain, in the first instance, proposed the River Piscataqua for the Eastern Boundary of the United States, and subsequently did not accept the proposition for the postponement of the fixing of the Boundary of Maine, or of Massachusetts's Bay to a later period :

That the Treaty of Ghent stipulated a new Survey on the spot, which could not apply to a Boundary recorded in history, or defined by internal administration ; and that, consequently, neither does the ancient definition of Boundary of the English Provinces offer a ground of decision :

That the Longitude of the North-west Angle of Nova Scotia, which is to coincide with that of the source of the River St. Croix, was only settled by the Declaration of 1798, which designated which was that River :

That the Treaty of Amity, Commerce and Navigation of 1794 mentions the doubt which had arisen with regard to the River St. Croix ; and that the first Instructions of the Congress at the time of the Negotiations which produced the Treaty of 1783, place the said Angle at the source of the River St. John :

That the Latitude of this Angle, according to Mitchell's Map, which is allowed to have directed the joint and official labours of the negotiators of the Treaty of 1783, is to be found on the banks of the St. Lawrence ; whereas, according to the Boundary of the Government of Quebec, it ought to be sought for at the Highlands, dividing the Rivers which empty themselves into the River St. Lawrence from those falling into the sea :

That the nature of the tract of country to the East of the Angle referred to, not having been described in the Treaty of 1783, no argument can thence be drawn for laying it down in one place rather than in another :

That,

That, besides, if it were thought necessary to bring it nearer to the source of the River St. Croix, and to look for it, for instance, at Mars Hill, it would be by so much the more possible that the Boundary of New Brunswick, drawn from thence to the North-east, would give to that Province several North-west Angles, situate more to the North and to the East, according to their greater distance from Mars Hill, since the number of degrees of the Angle mentioned in the Treaty has been passed over in silence :

That, consequently, the North-west Angle of Nova Scotia, which is here in question, having been unknown in 1783, and the Treaty of Ghent having declared it to be still unascertained, the mention of this Angle in the Treaty of 1783, as a known point, is to be considered as an assumption of a fact which does not afford any ground for decision ; whilst, if it be considered as a topographical point, with reference to the definition, viz. " that Angle which is formed by a Line drawn due North from the source of the St. Croix River to the Highlands," it merely forms the extreme point of the line " along the said Highlands, which divide those Rivers " which empty themselves into the River St. Lawrence from those which fall into " the Atlantic," an extreme point, which the mention of the North-west Angle of Nova Scotia does not contribute to establish, since that Angle being itself to be found, cannot lead to the discovery of the Line which it terminates :

Finally, that the arguments drawn from the exercise of the rights of Sovereignty over the Fief of Madawaska, and over the Madawaska Settlement, even admitting that exercise to be sufficiently proved, cannot decide the question, because those two establishments comprise only a portion of the territory in dispute ; because the High Parties concerned have recognised the country situate between the Lines respectively claimed by them as constituting an object of controversy ; and because in this view possession cannot be considered as detracting from right ; and because, if the ancient Boundary Line of the Provinces adduced in favour of the Line claimed to the North of the River St. John, and especially that mentioned in the Proclamation of 1763, and in the Quebec Act of 1774, be set aside, there cannot be admitted, in support of the Line claimed to the South of the River St. John, arguments tending to prove that such or such portion of the disputed territory belongs to Canada or to New Brunswick :

Considering,—

That the question, stripped of the inconclusive arguments derived from the more or less hilly character of the tract of country, from the ancient Boundary Line of the Provinces, from the North-west Angle of Nova Scotia, and from the state of possession, is reduced at last to these questions, Which is the Line drawn due North from the source of the River St. Croix, and which is the tract of country, no matter whether it be hilly and elevated or not, which, from that Line to the North-west head of the Connecticut River, divides the Rivers emptying themselves into the River St. Lawrence, from those which fall into the Atlantic Ocean ; that the High Parties concerned are only agreed as to the circumstance that the Boundary to be found is to be settled by some such Line and by some such tract of country ; that they have further agreed, since the Declaration of 1798, as to the answer to be given to the first question, except with regard to the Latitude at which the Line drawn due North from the source of the River St. Croix is to terminate ; that this Latitude coincides with the extremity of the tract of country which, from that Line to the North-west Head of the Connecticut River, divides the Rivers emptying themselves into the River St. Lawrence, from those which fall into the Atlantic Ocean, and that, consequently, it only remains to determine which is that tract of country :

That on entering upon this operation, it is found on the one hand,—

First, That if by the adoption of the Line claimed to the North of the River St. John, Great Britain could not be deemed to obtain a tract of country of less value than if she had accepted in 1783 the River St. John for a Boundary, regard being had to the situation of the country between the Rivers St. John and St. Croix in the vicinity of the sea, and to the possession of both banks of the River St. John in the latter part of its course ; that compensation would nevertheless be destroyed by the interruption of the communication between Lower Canada and New Brunswick, especially between Quebec and Fredricton, and that the motives would in vain be sought for which could have determined the Court of London to consent to such an interruption :

That, in the second place, if, according to the language usually employed in geography, the generic term of Rivers falling into the Atlantic Ocean, could with propriety be applied to the Rivers falling into the Bays of Fundy and Chaleurs, as well as to those which discharge themselves directly into the Atlantic Ocean, still it would be hazardous to class under this denomination the Rivers St. John and Ristigouche, which the Line claimed to the North of the River St. John divides immediately from the Rivers discharging themselves into the St. Lawrence, not in company with other Rivers flowing into the Atlantic Ocean, but by themselves alone; and thus in interpreting a definition of Boundary fixed by Treaty, in which every expression ought to be taken into account, to apply to two cases which are exclusively specific, and which there is no question as to genus, a generic expression which would give to them a wider signification, or which, if extended to the Scoudiac Lakes, the Penobscott and the Kennebec which discharge themselves directly into the Atlantic Ocean, would establish the principle, that the Treaty of 1783 contemplated Highlands dividing mediately as well as immediately the Rivers discharging themselves into the St. Lawrence, from those which fall into the Atlantic Ocean, a principle equally realized by both Lines :

Thirdly, that the Line claimed to the North of the River St. John does not, except in its latter part, near the sources of the St. John, divide the Rivers that empty themselves into the St. Lawrence, immediately from the Rivers St. John and Ristigouche, but only from the Rivers which fall into the St. John and Ristigouche; and thus, that the Rivers which this Line divides from those discharging themselves into the St. Lawrence, require, all of them, in order to reach the Atlantic Ocean, two intermediate aids—the one set at the River St. John and the Bay of Fundy; the other set, the River Ristigouche and the Bay of Chaleurs :

And, on the other hand,—

That it cannot be sufficiently explained how, if the High Contracting Parties intended in 1783 to establish the Boundary to the South of the River St. John, that River, to which the territory in dispute owes in a great degree its distinguishing character, was neutralized and put out of the question :

That the verb “ divide ” appears to require contiguity in the objects which are to be “ divided : ”

That the said Boundary forms only at its Western extremity the immediate division between the River Mettjarmette and the North-west source of the Penobscott, and only divides mediately the Rivers emptying themselves into the River St. Lawrence from the waters of the Kennebec, and of the Penobscott, and from the Scoudiac Lakes; whilst the Boundary claimed to the North of the River St. John separates immediately the waters of the Rivers Ristigouche and St. John, and mediately the Scoudiac Lakes, and the waters of the Rivers Penobscott and Kennebec, from the Rivers emptying themselves into the River St. Lawrence, that is to say, from the Rivers Beaver, Metis, Rimousky, Trois Pistoles, Green, du Loup, Kamouraska, Ouelle, Bras, St. Nicholas, du Sud, la Famine, and Chaudière :

That even putting the Rivers Ristigouche and St. John out of the question, on the ground that they cannot be considered to fall into the Atlantic Ocean, the North Line would still be found as near to the Scoudiac Lakes, and to the waters of the Penobscott and of the Kennebec, as the South Line would be to the Rivers Beaver, Metis, Rimouski, and others, emptying themselves into the River St. Lawrence, and would, as well as the other Line, form a mediate separation between these last-named Rivers, and the Rivers falling into the Atlantic Ocean :

That the circumstance of the Southern Boundary being the first that is met with in drawing a Line North from the source of the River St. Croix, could afford that Boundary an incidental advantage over the other, only in case that both Boundaries should comprise in the same degree the qualities required by the Treaties :

And that the manner in which the Connecticut and even the St. Lawrence are disposed of in the Treaty of 1783, does away with the supposition that the two Powers could have intended that the entire course of each River, from its source to its mouth, should fall to the share of either one or other of them :

Considering,—

Considering,—

That, according to what is premised, the arguments adduced on either side, and the documents offered in their support, cannot be considered sufficiently preponderant to decide the preference in favour of either of the two Lines respectively claimed by the High Parties concerned, as Boundaries of their Possessions, from the source of the River St. Croix to the North-west Head of the Connecticut River; and that the nature of the difference, and the vague and insufficiently defined stipulations of the Treaty of 1783, do not allow the adjudication of one or the other of these Lines to one of the said Parties, without departing from the principles of justice and of equity towards the other :

Considering,—

That the question is reduced, as has been said above, to a choice to be made of a tract of country separating the Rivers discharging themselves into the River St. Lawrence from those which fall into the Atlantic Ocean; that the High Parties concerned have come to an understanding with regard to the water-courses, which are marked by common consent upon the Map (A.), and which offer the only element of decision; and that, consequently, the circumstances on which this decision depends, cannot be further elucidated by means of topographical researches, nor by the production of new documents :

We are of opinion,—

That it will be proper to adopt for the Boundary of the two States a Line drawn due North from the source of the River St. Croix to the point where such Line intersects the middle of the bed (*thalweg*) of the River St. John; thence the middle of the bed of that River, ascending it to the point where the River St. Francis empties itself into the St. John; thence the middle of the bed of the River St. Francis, ascending it to the source of its South-westernmost branch, which source We mark on the Map (A.) by the letter (X.), authenticated by the signature of Our Minister for Foreign Affairs; thence a line drawn due West to the point where it joins the line claimed by the United States of America, and traced on the Map (A.); thence that Line to the point at which, according to that Map, it falls in with that claimed by Great Britain; and thence the Line, marked on the said Map by both the Two Powers, to the North-westernmost head of the Connecticut River :

With regard to the second point, that is to say, Which is the North-westernmost Head of the Connecticut River?

Considering,—

That, in order to solve this question, a choice is to be made between the River of Connecticut Lake, Perry's Stream, Indian Stream, and Hall's Stream :

Considering,—

That according to the practice adopted in geography, the source and the bed of a River are pointed out by the name of the River affixed to that source and to that bed, and by their greater relative importance compared with other waters communicating with that River :

Considering,—

That in an Official Letter, so early as 1772, mention is made of the name of Hall's Brook, and in an Official Letter of a later date in the same year from the same Surveyor, Hall's Brook is described as a little River falling into the Connecticut :

That the River in which Connecticut Lake is found appears to be more considerable than Hall's, Indian, or Perry's Stream; that Connecticut Lake, and the two Lakes situate to the North of the same, appear to give to it a greater volume of water than belongs to the three other Rivers; and that by admitting it to be the bed of the Connecticut, that River is prolonged to a greater extent than if the preference were given to either of the other three Rivers :

Finally, that the Map (A.) having been recognized in the Convention of 1827 as indicating the course of the waters, the authority of that Map appears to extend equally to their names; seeing that in case of dispute, any name of River or Lake

respecting which the Parties had not been agreed, might have been omitted ; that the said Map mentions Connecticut Lake ; and that the name of Connecticut Lake implies the application of the name Connecticut to the River which passes through the said Lake :

We are of opinion,—

That the Rivulet situate farthest to the North-west of those which flow into the most Northern of the three Lakes, of which the last bears the name of Connecticut Lake, is to be considered as the North-westernmost Head of the Connecticut.

And with regard to the third point, that is to say, Which is the Boundary to be traced from the River Connecticut along the parallel of the 45th degree of North Latitude to the River St. Lawrence, called in the Treaties Iroquois or Cataraguy ?

Considering,—

That the High Parties concerned differ in opinion upon the question, Whether the Treaties require a new Survey of the whole Line of Boundary from the River Connecticut to the River St. Lawrence, called in the Treaties, Iroquois or Cataraguy, or only the completion of the ancient provincial surveys :

Considering,—

That the Fifth Article of the Treaty of Ghent of 1814 does not stipulate that such portion of the Boundaries as has not been surveyed already, shall be surveyed, but declares, that the Boundaries have not been surveyed, and determines that they shall be so :

That in fact that survey from the Connecticut to the River St. Lawrence, called in the Treaties, Iroquois or Cataraguy, is to be considered as not having taken place between the Two Powers ; seeing that the ancient survey is found to be inaccurate, and that it had been ordered, not by the Two Powers by common agreement, but by the ancient provincial authorities :

That in fixing a Latitude, it is usual to follow the principle of observed Latitude :

And that the Government of the United States of America has raised certain Fortifications at a spot called Rouse's Point, under the persuasion that the ground formed a portion of their territory, a persuasion sufficiently justified by the Line reputed up to that time to correspond with the parallel of the 45th degree of North Latitude :

We are of opinion,—

That it will be proper to proceed to new operations for the measurement of the observed Latitude, in order to trace the Boundary from the Connecticut River along the parallel of the 45th degree of North Latitude, to the River St. Lawrence, called in the Treaties, Iroquois or Cataraguy ; in such manner, however, as that in any case, at the spot called Rouse's Point, the territory of the United States of America shall extend to the Fort there raised, and shall comprise that Fort, and a circle round it of one kilometer radius (*son rayon kilométrique.*)

Thus done, and given under Our Royal Seal, at the Hague, this Tenth day of January, in the year of our Lord One thousand eight hundred and Thirty-one, and the Eighteenth of Our Reign.

(signed) *Guillaume.*

The Minister for Foreign Affairs,

(signed) *Verstolk de Soelen.*